

armes à la main, n'étaient pas considérés comme des ennemis. La convention de Londres avait jusqu'alors plus étonné que froissé : on aurait compris à la rigueur que l'Europe intervint, lors de la guerre civile, pendant les trois années de lutttes et de pronunciamientos, pour rétablir la paix dans le pays ; mais on ne s'expliquait guère comment, au contraire, les puissances européennes choisissaient précisément pour intervenir le moment où le droit venait de triompher, où le Mexique établissait définitivement et au prix d'énormes sacrifices le gouvernement le plus fort, encore que ce ne fût pas beaucoup dire, et le plus légal qu'il eût jamais eu depuis un demi-siècle !

Néanmoins on espérait que tout se bornerait à des démonstrations, et que l'Europe, satisfaite d'avoir montré ses soldats, n'ajouterait rien aux difficultés du moment, et se garderait surtout de s'engager dans une guerre inutile et injuste, dès l'instant que le gouvernement mexicain reconnaissait vouloir discuter les griefs qu'on lui imputait, et témoignait de sa bonne volonté à accorder les réparations légitimes.

Par malheur, les mêmes illusions et les mêmes erreurs qui avaient poussé l'empereur Napoléon à envoyer l'amiral Jurien de la Gravière et un corps de débarquement, tandis qu'il faisait offrir la couronne future du Mexique à l'archiduc Maximilien, loin d'être combattues par notre ministre, étaient savamment entretenues par lui. Et le résultat de cette attitude fut que dès le mois de janvier, aussitôt qu'il apprit que les troupes espagnoles avaient devancé les troupes alliées à Vera-Cruz, Napoléon III, craignant de la part de l'Espagne, ou même de la part

du général Prim, des prétentions à la couronne du Mexique, donna l'ordre d'envoyer des renforts. Le 6 mars, on apprit l'arrivée du général de brigade comte de Lorencez ; le corps expéditionnaire, placé sous ses ordres, était accru de 4,500 hommes environ.

Cette augmentation des forces françaises eut pour premier résultat d'exciter la jalousie et la défiance des deux autres alliés, si bien qu'une entente étroite s'établit entre eux, au détriment de la France, qui se trouva dès lors isolée. On prêta de plus en plus à cette dernière puissance des visées particulières, tandis que l'Angleterre et l'Espagne prenaient la résolution de s'abstenir de toute ingérence dans la politique intérieure du Mexique.

Les avertissements ne manquèrent cependant point à l'Empereur ni à son gouvernement ; mais le malheur voulait qu'ils s'adressassent à un esprit prévenu, et qu'ils vinssent de personnes qu'on pouvait, non sans quelque apparence de raison, considérer sinon comme suspectes, du moins comme intéressées, directement ou indirectement, à diminuer notre action et à annihiler notre influence.

Il est certain qu'entre les dires de notre ministre et ceux du général Prim, par exemple, les premiers offraient, à première vue, plus de garantie ; il est non moins certain que l'un se trompait dans son aveuglement passionné et ses idées préconçues, et que l'autre voyait juste. Mais à ce moment personne aux Tuileries n'était assez éclairé, ni assez désabusé pour prêter l'oreille aux sages conseils. Aussi, la remarquable lettre qu'à ce moment le général Prim, qui commandait en chef l'expédition, crut de-



voir adresser à l'Empereur resta-t-elle sans influence sur son esprit comme sur ses déterminations.

Oribaza, 17 mars 1862.

Sire,

Votre Majesté Impériale a daigné m'écrire une lettre autographe qui, à cause des paroles bienveillantes qu'elle contient pour ma personne, sera un titre d'honneur pour ma postérité...

Sur le terrain des justes réclamations il ne peut y avoir de divergences entre les commissaires des puissances alliées, et il y en aura encore moins entre les chefs des troupes de Votre Majesté et celles de Sa Majesté Catholique. Mais l'arrivée à Vera-Cruz du général Almonte, de l'ancien ministre Haro, du Père Miranda et d'autres émigrés mexicains, mettant en avant l'idée de créer une monarchie en faveur du prince Maximilien d'Autriche, projet qui, à les entendre, doit être appuyé et soutenu par les forces de Votre Majesté Impériale, tend à créer une position difficile pour tous, et plus difficile et fâcheuse encore pour le général en chef des troupes espagnoles, qui, à teneur des instructions de son gouvernement, basées sur la convention de Londres, et presque les mêmes que celles données par le gouvernement de Votre Majesté à votre digne et noble vice-amiral la Gravière <sup>1</sup>, se verrait dans le cas douloureux de ne pouvoir contribuer à la réalisation des vues de Votre Majesté Impériale, si ses vues sont réellement d'élever un trône dans ce pays pour y placer un archiduc d'Autriche.

J'ai de plus, Sire, la profonde conviction que, dans ce

1. Le contre-amiral Jurien de la Gravière avait été promu vice-amiral lors de l'envoi du général de Lorencez.

pays, les hommes à sentiments monarchiques sont très peu nombreux, et il est logique qu'il en soit ainsi, puisque ce pays n'a jamais connu la monarchie en la personne des monarques espagnols, mais seulement en celle des vice-rois, lesquels gouvernaient chacun selon son bon ou mauvais jugement et ses propres lumières, et tous suivant les coutumes et le mode de gouverner les peuples à cette époque déjà éloignée.

La monarchie, ensuite, n'a pas laissé dans ce pays les immenses intérêts d'une noblesse séculaire, comme cela a eu lieu en Europe, lorsque, sous l'impulsion des tempêtes révolutionnaires, les trônes se sont parfois écroulés; elle n'a pas laissé non plus des intérêts moraux, ni rien de ce qui peut faire désirer à la génération actuelle le rétablissement de la monarchie, qu'elle n'a point connue, et que rien ni personne ne lui a enseigné à désirer ni à vénérer. Le voisinage des États-Unis et le langage toujours sévère de ces républicains contre l'institution monarchique ont contribué pour beaucoup à créer ici une véritable haine contre la monarchie. En dépit du désordre et de l'agitation constante, l'établissement de la république, qui a eu lieu il y a plus de quarante ans, a créé des habitudes, des coutumes et même un certain langage républicain qu'il ne serait pas facile de détruire.

Pour ces raisons et pour d'autres, qui ne peuvent échapper à la haute pénétration de Votre Majesté Impériale, elle comprendra que l'immense généralité de l'opinion dans ce pays n'est pas et ne peut pas être monarchique. Si la logique ne suffisait pas à le démontrer, cela serait suffisamment prouvé par le fait que depuis deux mois que les drapeaux alliés flottent sur la place de Vera-Cruz et aujourd'hui que nous occupons les villes importantes de Cordoba, Orizaba et Tehuacan, dans lesquelles il n'est resté aucune force mexicaine ni d'autre autorité



que l'autorité civile, ni les conservateurs, ni les partisans de la monarchie n'ont fait la moindre démonstration qui pût même faire voir aux alliés que ces partisans existent.

Loin de moi, Sire, de supposer même que la puissance de Votre Majesté Impériale ne soit pas suffisante pour élever au Mexique un trône pour la maison d'Autriche. Votre Majesté dirige les destinées d'une grande nation, riche en hommes intelligents et valeureux, riche en ressources, et qui manifeste son enthousiasme toutes les fois qu'il s'agit de seconder les vues de Votre Majesté Impériale. Il sera facile à Votre Majesté de conduire le prince Maximilien à la capitale et de le couronner roi; mais ce roi ne rencontrera dans le pays d'autre appui que celui des chefs conservateurs, qui ne songeaient pas à établir la monarchie lorsqu'ils étaient au pouvoir, et qui y songent maintenant qu'ils sont dispersés, vaincus et émigrés.

Quelques hommes riches aussi admettront un monarque étranger qui arrivera soutenu par les soldats de Votre Majesté, mais ce monarque n'aura rien pour le soutenir le jour où cet appui viendra à lui manquer, et il tomberait du trône élevé par Votre Majesté comme tomberont d'autres puissants de la terre le jour où le manteau impérial de Votre Majesté cessera de les couvrir et de les défendre. Je sais bien que Votre Majesté Impériale, mue par son haut sentiment de justice, ne voudra pas forcer ce pays à changer d'institutions d'une manière aussi radicale, si le pays ne le désire et ne le demande pas lui-même. Mais les chefs du parti conservateur, débarqués à Vera-Cruz, disent qu'il suffira de consulter les classes élevées de la société, sans s'occuper des autres, et cela agite les esprits et inspire la crainte que l'on ne fasse violence à la volonté nationale.

La troupe anglaise, qui devait venir à Orizaba et qui avait déjà préparé ses moyens de transport, s'est rembarquée dès qu'elle a su qu'il arrivait un plus grand nombre de forces françaises que celui stipulé dans la convention. Votre Majesté appréciera l'importance de cette retraite.

Je demande mille pardons à Votre Majesté Impériale d'avoir osé soumettre à son attention une aussi longue lettre; mais j'ai cru que la véritable manière de répondre dignement aux bontés de Votre Majesté pour moi était de dire la vérité et toute la vérité sur l'état politique de ce pays tel que je le comprends. En le faisant, j'aurai non seulement rempli un devoir, mais obéi aussi au grand, noble et respectueux attachement que je ressens pour la personne de Votre Majesté Impériale.

Comte de REUS, Général PRIM.

L'idée d'une instauration monarchique comptait en effet fort peu de partisans actifs au Mexique. La lettre du général Prim contenait l'expression sincère de sa pensée, et sa pensée était d'accord avec les faits. Elle venait confirmer ce que le ministre plénipotentiaire du Mexique à Paris, M. de la Fuente avait écrit à notre ministre des Affaires étrangères, M. Thouvenel, en lui demandant ses passeports :

Le Mexique n'est pas aussi faible que l'Espagne sous Napoléon I<sup>er</sup>. Le Mexique pourra être conquis, mais non soumis; et il ne sera pas conquis sans avoir donné des preuves du courage et des vertus qu'on lui nie. Après avoir secoué la domination monarchique de l'Espagne, domination séculaire et profondément enracinée, le Mexique, qui ne voulut même pas son libérateur pour roi, le Mexique, qui vient de sortir victorieux d'une révolution



contre les restes d'une oligarchie qui pesait sur sa démocratie, n'acceptera jamais, à aucun prix, une monarchie étrangère. Cette monarchie, très difficile à créer, sera encore bien plus difficile à maintenir. Semblable entreprise, ruineuse et terrible pour nous, le sera encore davantage pour ses promoteurs. Le Mexique est faible, sans doute, en comparaison des puissances qui envahissent son sol, mais il possède la conscience de ses droits outragés, le patriotisme qui multipliera ses efforts et la haute conviction qu'en soutenant avec honneur cette lutte périlleuse, il lui sera donné de préserver le beau continent de Christophe Colomb du cataclysme dont on le menace.

Les avertissements, on le voit, ne manquèrent pas. Ils ne furent pas écoutés. L'Empereur avait donné sa confiance à M. Dubois de Saligny, et celui-ci démentait tout ce qui paraissait contraire à l'intervention et à ses chances de succès. Les affirmations de M. de la Fuente, par la situation même de leur auteur, étaient naturellement suspectes. Celles du général Prim le devinrent également par le bruit habilement répandu que le général, marié à une riche Mexicaine, mademoiselle Agüero, et neveu par cette alliance de Gonzales Etcheverria, ministre des Finances de Juarez, avait pour lui-même les visées les plus ambitieuses et ne rêvait rien moins que de se faire nommer roi du Mexique.

Le gouvernement français, sans hésitation, persévéra dans la voie où on l'avait engagé. Sur tous les points, il donna raison à son agent et désapprouva la conduite plus modérée et plus prudente de l'amiral Jurien de la Gravière. Les instructions qu'on lui en-

voya à ce sujet étaient d'une netteté et d'une précision auxquelles on ne pouvait se méprendre. Elles achevèrent de tout brouiller. L'ultimatum, rédigé par notre ministre, avait soulevé des difficultés grandes entre les trois alliés; les Anglais avaient refusé d'y laisser donner suite, et les Espagnols s'étaient rangés du côté des Anglais. C'en était fait de la triple alliance. Il était désormais impossible, au milieu de telles divergences, de continuer une action commune.

La rupture officielle eut lieu le 9 avril, dans une conférence solennelle à laquelle assistèrent les commissaires des trois gouvernements.

Le prétexte invoqué pour amener la rupture désirée fut la présence du général Almonte, dont le comte de Reus et sir Ch. Wyke demandaient le rembarquement immédiat, la considérant comme un danger pour l'intervention, dont elle faussait le caractère.

L'amiral Jurien de la Gravière docile aux ordres reçus, opposa un refus formel à cette demande.

« Il stigmatisa le régime de terreur adopté par le gouvernement mexicain, et sir Ch. Wyke ayant émis l'opinion qu'il serait difficile de trouver des partisans de la monarchie, il répondit que, pour le moment, il n'était pas question de monarchie; du reste, le sentiment de la majorité de la nation n'avait pu se faire connaître sous l'oppression du gouvernement actuel, et cette majorité sympathique à l'intervention des alliés, formée de gens éloignés des partis extrêmes et qui n'avaient pas les armes à la main, existait partout dans les villes, dans les villages et dans les campagnes. Le gouvernement de l'Empereur avait, à cet égard, des informations certaines; son collègue et lui



étaient donc résolus à marcher sur Mexico, où ajouta M. de Saligny, les résidants français appelaient l'armée de tous leurs vœux. Le commodore Dunlop prétendit, au contraire, que ceux-ci verraient avec grand déplaisir l'arrivée de l'armée française dans la capitale.

» Les commissaires anglais et espagnols blâmèrent vivement la résolution des commissaires français de faire rétrograder les troupes jusqu'à Paso-Ancho; puis ils déclarèrent « que leurs collègues, persistant à se » refuser au rembarquement des exilés mexicains et » à ne point vouloir prendre part aux conférences qui » devaient avoir lieu le 15 avril, ils se retireraient avec » leurs troupes du territoire mexicain. »

« ... Les commissaires alliés notifèrent au gouvernement mexicain et au général Zaragoza les résolutions prises dans la conférence, et les informèrent que l'armée française, se concentrant à Paso-Ancho, commencerait ses opérations aussitôt que les Espagnols, dans leur mouvement de retraite, auraient dépassé ses lignes, c'est-à-dire vers le 20 avril<sup>1</sup>. »

1. *Expédition du Mexique*, par G. Niox, pp 125-127.

## CHAPITRE IV

La guerre déclarée. — Le gouvernement de Juarez. — Les forces du Mexique. — Pronunciamiento du général Almonte. — Rupture de la convention de la Soledad. — Instructions données au général de Lorencez. — Ouvertures de hostilités. — Marche sur Mexico. — Le 20 avril, entrée à Orizaba. — « *Les soldats mexicains aux soldats français.* » — Le 5 mai devant Puebla. — Attaque manquée. — Retraite sur Orizaba le 8 mai. — Rapport du général Zaragoza, défenseur de Puebla. — Mécontentement du général de Lorencez contre M. de Saligny. — Ordre du jour du commandant en chef. — Lettre de Zaragoza au général de Lorencez. — Réponse de ce général (12 juin). — Combat du Cerro Borrego (13-14 juin). — Le capitaine Détrie. — Attaque d'Orizaba par Zaragoza. — Retraite de l'armée mexicaine sur Puebla. — Proclamation d'Almonte (15 juin). — Le commandant Roze à Vera-Cruz. — Situation difficile du corps expéditionnaire à Orizaba.

La guerre était déclarée.

D'un côté, la France, alors à l'apogée de sa puissance, et dont l'armée, fière des lauriers de Sébastopol et de Solférino, semblait invincible, et en avait la conviction, ce qui doublait sa force; de l'autre, le Mexique, et non point même le Mexique tout entier, puisqu'une partie de ses nationaux appelait de ses vœux l'intervention et se préparait à l'aider par tous